



# La Commune



## STOP A LA DICTATURE EN MARCHÉ !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 82 – mercredi 9 janvier 2019

Le Premier ministre vient d'annoncer une nouvelle loi liberticide. Les ministres s'insurgent contre une simple cagnotte pour aider un gardé-à-vue à se défendre contre de probables poursuites. Un officier de police qui avait frappé un de ses subordonnés est décoré de la Légion d'honneur. 5 jours plus tard, il boxe un manifestant, une manifestante l'accuse de lui avoir donné un coup de tête. Le Proc de service n'entend procéder à aucune poursuite judiciaire contre ce nervi galonné en uniforme. La police est équipée de grenades qui ont déjà été mortelles. Sans oublier les flash-ball qui causent des blessures graves. C'est la partie visible d'une dictature en marche sur les ossements de cette 5ème république née d'un putsch. Benalla court toujours, Sarkozy est toujours en attente de jugement depuis des années. Les sans-grades sont jugés et condamnés ferme en comparution immédiate, comme au temps de Pétain.



A la SNCF, lorsqu'un agent frappe un collègue et, à plus forte raison, un collègue moins gradé, il est traduit en conseil de discipline et bien souvent congédié. Le commandant que nous venons d'évoquer avait écopé d'un simple avertissement sans suite. Dans nombre d'entreprises, c'est le licenciement immédiat pour faute grave. Nul doute que le sentiment d'injustice totale du pouvoir va encore s'amplifier.

Face à la mobilisation en gilet jaune, aux mobilisations lycéennes, le pouvoir a choisi la politique du pire, pensant ainsi réveiller les réflexes sécuritaires, le « deal » sécurité contre liberté, des comparutions immédiates en deçà des Cours martiales. Dans cette spirale où il s'enfoncé, il avive chaque jour davantage le sentiment d'injustice de la population car l'injustice sociale et judiciaire est criante, béante.

Dans cette situation, nous réaffirmons haut et fort notre soutien inconditionnel à la mobilisation en gilet jaune, plus que jamais !

Nous sommes révoltés par la campagne de haine de Macron à l'encontre de Christian D. qui s'est défendu à mains nues contre des CRS équipés de matraques, de « gazeuses », de casques et de boucliers qui étaient commandés pour empêcher les manifestants de défilé.

Quant au blocage de la cagnotte levée en solidarité avec ce Gilet-jaune, après des interventions ubuesques de ministres, elle est à la mesure de l'hystérie qui s'est emparée du pouvoir. Hystérie, c'est peu dire.

Lorsque l'on entend le ci-devant ministre Ferry exiger que les forces de l'ordre puissent se servir de leurs armes, véritable appel à tirer sur les foules !

Pour reprendre deux ou trois points dans les sondages, il lui faut aller très loin à droite. Voilà de quoi est faite la « mondialisation heureuse » que distillait Macron en 2017 : bruits de bottes, cliquetis de menottes et de verrou de cellules, propos excrémentiels contre la population, blocage d'une commission d'enquête parlementaires sur les nouvelles affaires Benalla, tirs tendus au visage sur des manifestants pacifiques et, en résumé, fuite en avant dans la politique du pire, au-delà de l'arbitraire.

Pendant ce temps-là, Martinez disserte sur « le carreau cassé »<sup>1</sup> qu'il avait oublié ces dernières années. Il est temps que l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques réagissent contre cet état insupportable des choses.

Mélenchon, que nous considérons comme un adversaire politique, est à son tour l'objet d'attaques ignobles. Nous ne l'avions pas défendu lors de sa perquisition compte tenu du « message » qu'il a fait passer à ce moment-là et de certains aspects légaux de sa campagne ( utilisation d'une main d'œuvre taillable et corvéable à merci pour sa campagne), mais la saisine du fichier LFI était, en revanche, un mauvais présage ; de même que l'enquête préliminaire sans Juge d'instruction. En revanche, nous le défendons face aux injures et amalgames infects des gouvernants hystériques.

Dans ces conditions extrêmes, nous renouvelons notre appel à une initiative commune à tout le mouvement ouvrier et démocratique pour **l'AMNISTIE TOTALE, l'arrêt des garde-à-vue « préventives », l'arrêt de toutes les poursuites contre des manifestants et des jugements en comparution immédiate et le retrait de tout projet de loi aggravant les dispositions liberticides.**

Une manifestation nationale pour imposer ces mesures démocratiques minimales ne serait-elle pas la moindre des choses ?

Quant au débat national sous l'égide de Macron, en ce qui nous concerne, nous le récusons. La seule mesure d'ordre, c'est : le boycott, c'est : la satisfaction des vraies revendications de la mobilisation en gilet-jaune. (Nous avons, par exemple, constaté, qu'une certaine droite cherche à s'en saisir pour remettre en cause le mariage pour tous, ce qui nous donne une idée bien arrêtée du sens de ce débat : « travail-famille-patrie », c'est-à-dire : soumission et surexploitation.

**- arrêt de toutes les hausses de taxes**

**- à bas les taxes sur les produits**

**- relèvement des salaires, pensions et réindexation des salaires sur les prix**

Ces simples revendications, chacune – chacun en est conscient nous placent devant un choix de société, un choix qui commence par la satisfaction de la revendication qui unit tous les manifestants : **Macron, démission.**

Quel autre moyen y a-t-il de stopper cette dictature en marche ? Quel autre moyen y a-t-il de porter un coup d'arrêt aux réformes ?

Nos revendications vitales posent la question de la grève générale dans tout le pays, tous ensemble, au même moment, pour renverser la vapeur, une bonne fois pour toute. C'est, selon nous, la solution démocratique par excellence.

A suivre...

**Le 9 janvier 2019**

<sup>1</sup> P. Martinez : « Si nous sommes passés deuxièmes, c'est parce que nous sommes parfois trop idéologiques et pas assez concrets. Nous devons redevenir le syndicat de la feuille de paie et du carreau cassé. » (<https://www.ledauphine.com/france-monde/2019/01/03/philippe-martinez-il-est-trop-tard-pour-discuter>)

## Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>